



DÉGAINER le 49-3, ILS ONT OSÉ UTILISER CE DÉNI DE DÉMOCRATIE

Après plusieurs mois de grèves et de manifestations, après avoir refusé et méprisé le dialogue social, après n'avoir pas voulu entendre la majorité de la population qui rejette le projet de régression sociale depuis le 5 décembre, le gouvernement a choisi l'ignominie avec le 49-3 qui met fin aux débats sur le projet des retraites à points, projet pourtant très approximatif, très incomplet aux multiples inconnues comme l'a pointé le Conseil d'État.



La réponse de ce gouvernement est excessivement brutale et autoritaire : passer en force, car sans vote, la première partie du texte de la réforme des retraites par points pour museler l'opposition de l'Assemblée Nationale, décision prise en catimini en cachant sa politique autoritaire et libérale derrière l'actualité du Coronavirus

Ce gouvernement de classe, représentant d'une minorité, les riches, les banques, les assurances, œuvre au détriment de la population dans le mépris de ce qui faisait la force de notre démocratie : la solidarité entre les salarié.es et entre les générations

NE PAS BAISSER LES BRAS NE PAS SE RÉSIGNER IL FAUT CONTINUER A RÉSISTER, A LUTTER.

Nous sommes devant un impératif social et démocratique : Il nous faut leur signifier massivement le refus de ce passage en force.

Les mobilisations massives très importantes initiées depuis le 5 décembre n'ont pas été entendues par ce gouvernement mais le poussent à la faute.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent à poursuivre les actions sans relâche, sous toutes les formes décidées localement.

Elles appellent à multiplier partout localement des rassemblements et à organiser des manifestations devant les préfectures et sous-préfectures, y compris par le recours à la grève, au moment de ce passage en force au parlement, afin de signifier massivement avec force le rejet de ce texte.

Elles poursuivent et amplifient, dans ce cadre, la construction d'une grande journée de grève interprofessionnelle et de manifestations dans tout le pays mardi 31 mars pour mettre en échec ce projet de loi ainsi que les suites si nécessaire.